



Internet par et pour les collectivités (1)



Crédit photo : W Gyuri

En cette période électorale, une petite déclinaison de ma série sur « [fabriquer son internet](#) » dédiée aux collectivités.

J'expérimente depuis 18 mois les relations avec les élus dans le cadre du développement de l'activité de [Pclight](#) dans mon petit coin de Bourgogne et le moins qu'on puisse dire, c'est qu'on a pas le cul sorti des ronces.

Une très grande partie du texte des articles de la série sont issus d'un document que j'ai écrit en pensant en faire une lettre ouverte à destination de deux élus de mon petit coin de Bourgogne : [Nicolas Soret](#) et [Guy Bourras](#), mais à la réflexion je préfère largement que ces propos puissent servir à tous plutôt que d'attiser des rancœurs déjà très tenaces.

Préambule

Les solutions décrites dans cette suite d'article n'ont aucunement pour but de remplacer un Orange, un Free ou un SFR. Il s'agit uniquement de proposer des solutions pragmatique et financièrement réaliste aux collectivités qui souhaitent prendre à bras le corps le problème d'accès et/ou de débit de leur population. Elles ont le double avantage de ne pas hypothéquer les capacités d'investissement de l'argent publique et d'envisager à court terme de créer un ou plusieurs emplois.

Je ne les propose pas en l'air, je suis, comme quelques autres personnes, volontaire pour les mettre en oeuvre, pour peu que ce soit géographiquement accessible et que, pendant le temps que j'y passe, je sois en mesure de nourrir ma famille et payer mes crédits.

Problématique

Cette prose étant destinée à un public un peu différent de celui fréquentant mon blog habituellement, quelques rappels « de base » :



Internet est un réseau de communication qui relie des machines. Les méthodes de communication sont très diverses, il existe même une documentation pour faire marcher internet par pigeons voyageurs. Non, ne riez pas, ça a été [testé et validé](#).

Mais internet, c'est avant tout quelque chose qui relie les Hommes. Sans usages et contenus, ce n'est qu'une coquille vide. Sans réseau, les usages n'ont pas lieux et les contenus ne circulent pas. Un partout, la balle au centre, les deux sont nécessaires et doivent être réfléchis. Entendons nous bien, par « usages & contenus » je ne parle pas que de consulter facebook et youtube. Internet a la particularité souvent occultée de permettre la communication directe entre ses utilisateurs : toute machine reliée au réseau est à la fois réceptrice mais aussi émettrice de contenu. C'est le principe de base du peer2peer tant décrié dans son rôle d'entremetteur dans l'échange de contenus culturels mais qui est en réalité la base technique même qui a présidé à la naissance d'Internet.

L'attention publique se focalise depuis déjà un bon moment sur le débit. Ce n'est pas pour rien : sans débit convenable, les usages sont très limités, les contenus également et il n'y a pas (ou très peu) d'innovation possible. Pour augmenter le débit, il y a tout un tas de solutions, mais la première question à se poser est « qui fait quoi ? ».

Aujourd'hui, pour un territoire, surtout rural, c'est Orange qui fait tout. On aura beau parler de dégroupage, de concurrence ouverte, d'opérateurs alternatifs, le réseau physique implanté dans nos trottoirs et accroché aux poteaux qui bordent nos champs appartient à Orange qui en fait ce qu'il veut, modulo quelques obligations d'ouverture à la concurrence imposées du bout des lèvres par le régulateur. On se consolera sans doute de savoir qu'il reste un peu plus de 25% du capital détenu par la collectivité : au moins, nous n'avons pas (encore) tout perdu.

C'est donc Orange qui transporte les données entre nos habitants et le reste du réseau, au moins pour ce qui concerne les quelques derniers kilomètres.

On trouve ensuite une kyrielle d'acteurs divers et variés : concessionnaires d'autoroutes, voies navigables, réseaux ferrés, entreprises d'électrification, etc. en bref, des gens habitués à la notion de réseau sur la voie publique qui ont tout naturellement investi dans la création de ce nouveau réseau et qui, comme pour tous les autres, gèrent les grands axes relativement simples à rentabiliser et laissent ensuite le soin à la collectivité ou au secteur privé de gérer la desserte finale.

Il existe enfin un dernier étage particulier à Internet qui concerne le transport transfrontalier, transmaritime et spatial des données. C'est l'apanage de grands opérateurs IP dont quasiment aucun n'est français et dont l'activité n'est que peu corrélée aux zones géographiques. Nous n'en ferons donc pas état ici.

En ce qui concerne internet, la donne est un peu différente dans la partie desserte: le réseau n'est pas passif. Pour desservir l'abonné final, il y a besoin, tout le long du parcours, d'équipements coûteux à la fois à l'achat mais aussi à l'entretien. Pour parfaire la situation, ils sont soumis à des pannes beaucoup plus souvent qu'un compteur électrique et requiert un niveau de compétence plus élevé qu'un robinet pour pouvoir fonctionner pleinement.



C'est pourquoi les gestionnaires d'autres types de réseaux, flairant le traquenard, se sont toujours limités aux parties passives du travail : fourreaux vides ou fibres « noires ». Il semble que le débat porte également sur ce sujet concernant les collectivités et puisse se résumer en une phrase : « qui va payer pour creuser ? »

S'en vient immédiatement la question de savoir si on achète les trous ou si on loue les trous. Mais c'est un faux problème dont nous parlerons dans [le prochain article](#).